

THEMA

EUROPE (ANTI)SOCIALE

Ce continent qui se meurt

David Wagner

REGARDS

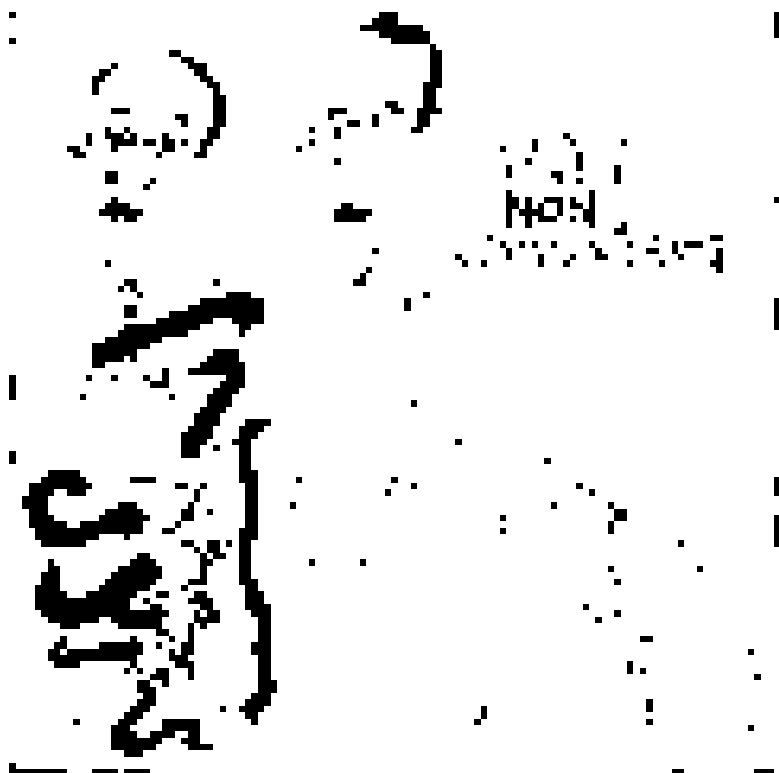
Par Zeus ! Jamais la belle Europe, amante du dieu des dieux, n'a été tant maltraitée par les dirigeants européens. Il leur a lancé une première volée de foudre depuis son sceptre syndical, mais cela suffira-t-il ?

« Ech behaupten : an 20 Joer gött et déi EU net méi. Iergendwann brécht an dëser EU eng Revolutioun aus, wou déi 'Déck' mol all e Kapp kierzer gemaach gin. Eischter ginn déi do uewen sech net. » Certes, ce commentaire posté à 18.03 et six secondes ce mercredi par un certain « roger » n'en est qu'un parmi des douzaines présents sur le forum en ligne du site d'RTL. L'article auquel cette réaction enragée fait écho est consacré à la déclaration du ministre des finances, Luc Frieden (CSV), annonçant des « décisions difficiles pour l'avenir ». Le même jour (au moment de la rédaction de cet article), le premier ministre reçoit les syndicats pour tenter une dernière fois de leur faire passer son programme d'austérité et la manipulation de l'index qu'il projette avec les camarades socialistes et qui s'est en fin de compte soldé par un compromis assez tiède.

Pourtant, des « roger », il en y a de plus en plus sur notre vieux continent. Si la chaleur du climat social au Luxembourg est pour l'instant contenue, ce n'est pas le cas dans le reste de l'Europe. Car ce mercredi 29 septembre, c'est toute l'Europe qui a vibré, ou presque. A l'appel des syndicats affiliés à la Confédération européenne des syndicats (CES), une cinquantaine de centrales venues

d'une trentaine de pays ont défilé à Bruxelles, inondant les rues de la capitale européenne de plus de 100.000 manifestant-e-s sous le mot d'ordre « Non aux mesures d'austérité ! Oui à l'emploi et à la croissance ! ». Parallèlement, des mouvements de protestations ont eu lieu au Portugal, en Italie, en Lettonie, en Pologne, à Chypre, en Roumanie, en République tchèque, en Lituanie, en Serbie, en Irlande et bien évidemment en France. Mais c'est surtout en Espagne que le mouvement de contestation a pris le plus d'ampleur avec l'organisation de la septième grève générale depuis la chute du franquisme et portée par les deux syndicats majoritaires, l'UGT (proche du PSOE) et les Commissions ouvrières (proches des communistes).

Les mesures du gouvernement socialiste de José Luis Zapatero frappent en effet durement le salariat espagnol. Et c'est particulièrement la réforme du Code du travail que Zapatero veut faire passer en force, afin de « rassurer » les marchés financiers qui sont eux-mêmes à l'origine de la crise. Et Zapatero ne semble pas vouloir se défaire de l'immonde tenaille forgée par le FMI et l'Union européenne dans laquelle est serré son pays. Ce qui a fait dire à Candido Mendez, le secrétaire général de l'UGT, que « c'est le rôle funeste de Strauss-Kahn, qui se permet d'appliquer de vieilles recettes. Et comme cela vient de la gauche française, cela sert de sédatif ». En effet, la social-démocratie européenne, enfermée dans sa camisole idéologique du néolibéralisme, se comporte, telle Marie-Antoinette, de manière aveugle



« Stop au néolibéralisme ».
Les citoyens européens
rejetent les politiques
d'austérité imposées par
l'Union européenne et les
marchés financiers.



PHOTO : FLICKR/SEIGNEURDEGUERRE

et autiste face à une situation sociale qu'elle ne comprend plus.

Si l'on entendait encore au début de la crise, des « Plus jamais ça ! » de la part des dirigeants européens, la situation a pris un nouveau tournant avec l'écroulement de la Grèce. L'on pourrait en effet croire qu'elle était la bienvenue dans certains cercles. Car très vite, grâce à un matraquage médiatique mêlant préjugés odieux sur le supposé « caractère grec », dispendieux et paresseux ouvrant la voie aux « solutions » néolibérales, la direction européenne s'est habilement employé à utiliser la « stratégie du choc ». De manière à ce que mercredi, le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a annoncé que l'Union allait renforcer sa politique de rigueur, obligeant les Etats membres à maintenir le déficit public sous la barre des trois pour cent du PIB. Et le père fouettard bruxellois - soutenu unanimement par les 27 lutins qui jouent aux chefs de gouvernement dans leurs Etats respectifs - de menacer les Etats qui dépasseraient cette limite d'une sanction : un dépôt financier obligatoire avec intérêts.

Pire, les oracles de la Commission croient avoir décelé les cause sous-jacentes des déficits : l'érosion de la compétitivité. Ainsi, si un pays « menace » la zone euro, à l'instar de la Grèce, la Commission lui adressera une « procédure de déséquilibre excessif », recommandations à l'appui. Vous avez peur ? Vous avez raison. Car lorsque les commissaires recommandent quelque chose, deux choses sont certaines : ce sera socialement injuste et voué à l'échec. Donc, la

commission va jouer au FMI en obligeant l'Etat à mettre sur pied un plan d'action, sous peine de lui infliger une amende annuelle de 0,1 pour cent du PIB.

« C'est le rôle funeste de Strauss-Kahn qui se permet d'appliquer de vieilles recettes. Et comme cela vient de la gauche française, cela sert de sédatif »

Or, un certain nombre d'Etats sont déjà en train d'activer la spirale de la paupérisation. En Roumanie par exemple, le plan de rigueur imposé par le FMI et l'UE prévoit la réduction des dépenses sociales de 25 pour cent. En Lettonie, les dépenses publiques sont réduites de 30 pour cent, les salaires de 20 à 30 pour cent et les retraites de 11 pour cent. La Slovénie quant à elle, sort d'une grève contre le gel des rémunérations dans le secteur public. Et les nouvelles mesures européennes contraindront les Etats à réduire davantage leur dépenses publiques et engagent les Etats dans une concurrence à la modération salariale. Avec la politique du géant de l'export allemand, nous savons où cela débouche : vers un dumping des salaires en Allemagne et dans toute l'Europe.

La politique de l'Union européenne prépare-t-elle le naufrage du projet européen ? C'est en tout cas ce que pensent les auteurs et signa-

taires du « Manifeste d'économistes atterrés », rédigé entre autres par Philippe Askénazy et André Orléan du CNRS, et Thomas Coutrot, membre du conseil scientifique d'Attac. Ce manifeste (dont nous recommandons la lecture aux dirigeants sociaux-démocrates et de ranger Hayek et Friedman au grenier), ne se limite pas à démonter « 10 fausses évidences », mais propose également 22 mesures « pour sortir de l'impasse ».

Parmi les idées fortes du document, quelques-unes sont particulièrement d'actualité, y compris au Luxembourg. Ainsi disqualifient-ils l'argument selon lequel l'envolée des dettes publiques résulterait d'un excès de dépenses. Selon eux, celle-ci est due non pas « d'une tendance à la hausse des dépenses publiques (...) mais de l'effritement des recettes publiques (...) et de la contre-révolution fiscale menée par la plupart des gouvernements depuis 25 ans ». Idem pour une autre fausse évidence : celle qui lie la réduction des dépenses à la réduction de la dette. En effet, ils rappellent à juste titre que « la macro-économie n'est pas réductible à l'économie domestique ». Et renvoient les tenants des mesures libérales à leur propre responsabilité que ces derniers imputent si souvent à l'« étatisme » économique. Car si l'augmentation de la dette a eu lieu pendant la première moitié des années 80, ce serait le résultat de la révolution néolibérale dû à l'écart entre le taux d'intérêt et le taux de croissance nominal de l'économie. Ils brisent aussi le dogme de l'austérité en préconisant des investissements et des dépenses pu-

bliques dans l'éducation, la recherche et les infrastructures. Vient ensuite le démontage de l'argument masqué destiné à faire pleurer dans les chaumières : que la dette publique reporterait le prix de nos excès sur nos petits-enfants. Sur ce point, ils établissent un lien entre des politiques fiscales anti-distributives (réductions d'impôts sur les bénéfices des sociétés, sur le revenu des particuliers les plus aisés, sur les patrimoines, sur les cotisations patronales) qui ont obligé les Etats à s'endetter auprès des plus riches qui sont devenus acquéreurs de titres de la dette publique creusée par les déficits publics provoqués par les réductions d'impôt... Et de qualifier de « tour de force d'autant plus brillant qu'on a ensuite réussi à faire croire au public que la dette était la faute des fonctionnaires, des retraités et des malades ».

Les dirigeants européens, y compris le gouvernement luxembourgeois, sont-ils prêts à revenir sur leurs dogmes ? C'est peu probable. Quant aux syndicats, ils éprouvent assez de difficultés pour sortir de leur position défensive, comme l'ont prouvé la manifestation et les mobilisations du 29 septembre. Même si certaines ont été des succès en terme de mobilisation, elles ne font que peu reculer des gouvernements à la solde des marchés financiers. Que faire ? Peut-être que « roger » a raison. Mais dans ce cas, les Marie-Antoinette du régime ont du souci à se faire.